



REPUBLICA DA GUINÉ-BISSAU
MINISTÉRIO DA ECONOMIA E FINANÇAS

INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA E CENSOS – “ INEC “

**Évaluation de la Pauvreté en
Guinée Bissau (2001-2002)**

MOMAR BALLE SYLLA

Statisticien-économiste

Email : bmsylla@hotmail.com

Bissau, décembre 2002

SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION : CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	5
II.	L'ENQUÊTE LÉGÈRE POUR L'ÉVALUATION DE LA PAUVRETÉ (ILAP EN PORTUGAIS) ET LES AUTRES SOURCES D'INFORMATIONS	7
III.	MÉTHODOLOGIE DE CALCUL DU SEUIL DE PAUVRETÉ.....	8
IV.	DESCRIPTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA GUINÉE BISSAU	9
V.	L'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS	18
5.1	PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS.....	18
5.2	LE PROFIL DE PAUVRETÉ	21
5.2.1	<i>Le genre</i>	<i>21</i>
5.2.2	<i>L'âge du chef de ménage</i>	<i>22</i>
5.2.3	<i>La taille du ménage.....</i>	<i>25</i>
5.2.4	<i>L'éducation</i>	<i>25</i>
5.2.5	<i>La santé.....</i>	<i>26</i>
5.2.6	<i>L'activité.....</i>	<i>28</i>
5.2.7	<i>les dépenses de consommation.....</i>	<i>29</i>
5.2.8	<i>Le cadre de vie.....</i>	<i>31</i>
VI.	LES DÉTERMINANTS DE LA PAUVRETÉ	32
VII.	CONCLUSION	34

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N° 01 :	CALCUL DU SEUIL DE PAUVRETÉ.....	8
TABLEAU N° 02 :	INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR LA GUINÉE BISSAU.....	11
TABLEAU N° 03 :	INDICATEURS SUR L'ÉDUCATION/ALPHABÉTISATION	13
TABLEAU N° 04 :	INDICATEURS SUR LA SANTÉ	14
TABLEAU N° 05 :	INDICATEURS SUR L'ACTIVITÉ.....	16
TABLEAU N° 06 :	STRUCTURE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES	17
TABLEAU N° 07 :	INDICATEURS SUR LE CADRE DE VIE DES MÉNAGES	18
TABLEAU N° 08 :	INDICATEURS DE PAUVRETÉ EN GUINÉE BISSAU	18
TABLEAU N° 09 :	INDICATEURS D'INÉGALITÉ	19
TABLEAU N° 10 :	RÉPARTITION DES PERSONNES PAUVRES SELON QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DU MÉNAGE (SEUIL = \$ 2).....	23
TABLEAU N° 11 :	RÉPARTITION DES PERSONNES PAUVRES SELON QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DU MÉNAGE (SEUIL = \$1).....	24
TABLEAU N° 12 :	SITUATION SCOLAIRE DES ENFANTS DE 7-14 ANS SELON LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE	25
TABLEAU N° 13 :	TAUX D'ABANDON DE L'ÉCOLE PAR LES ENFANTS DE 7-14 ANS SELON LE SEXE ET LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE	26
TABLEAU N° 14 :	RAISONS AYANT ENTRAÎNÉ L'ABANDON DE L'ÉCOLE PAR LES ENFANTS DE 7- 14 ANS SELON LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE.....	26
TABLEAU N° 15 :	POURCENTAGE DE MALADES AYANT EU UNE CONSULTATION MÉDICALE SELON LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE	27
TABLEAU N° 16 :	RÉPARTITION DES MALADES SELON LE LIEU DE CONSULTATION MÉDICALE ET LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE	27
TABLEAU N° 17 :	RAISONS AYANT ENTRAÎNÉ LA NON-CONSULTATION D'UN SERVICE/PERSONNEL DE SANTÉ.....	27
TABLEAU N° 18 :	POURCENTAGE DE FEMMES AYANT EU AU MOINS UNE VISITE PRÉNATALE....	28
TABLEAU N° 19 :	RÉPARTITION DE LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER SELON LA SITUATION DANS L'ACTIVITÉ ET LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE.....	28
TABLEAU N° 20 :	RÉPARTITION DES PERSONNES PAUVRES SELON QUELQUES CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES	29
TABLEAU N° 21 :	STRUCTURE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION SELON LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE	30
TABLEAU N° 22 :	RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LES DIFFICULTÉS DU CHEF DE MÉNAGE À SATISFAIRE LES BESOINS ALIMENTAIRES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ET LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE	30
TABLEAU N° 23 :	RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LA SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE D'IL Y A UN AN ET LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE.....	30
TABLEAU N° 24 :	INDICATEURS SUR LE CADRE DE VIE SELON LE NIVEAU DE VIE DU MÉNAGE...	31
TABLEAU N° 25 :	DÉTERMINANTS DE LA PAUVRETÉ EN GUINÉE BISSAU	32

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N° 1 : DISTRIBUTION DES DÉPENSES.....	20
GRAPHIQUE N° 2 : COURBES DE CONCENTRATION DES DÉPENSES	21

Introduction : Contexte économique et social

Dans son rapport du développement humain de 2002, le PNUD¹ classe la Guinée Bissau au 167ème rang de l'Indice de Développement Humain (IDH). Le pays est ainsi logé parmi les pays au niveau développement humain le plus bas au monde. .

Cette situation est consécutive à la mauvaise performance des politiques économiques et sociales appliquées au lendemain de l'indépendance obtenue après 11 ans de guerre (politique d'investissement ambitieuse, politique budgétaire et monétaire expansionniste, etc.).

Le redressement de cette situation a amené le Gouvernement à adopter des programmes d'ajustement structurel (PAS) entre 1987 et 1992 devant instaurer une économie de marché et initier des réformes sociales, monétaires et financières.

Ces PAS sont ensuite suspendus à la suite de la non-satisfaction des conditionnalités à remplir. En 1993, la mise en place du « Shadow program » a donné des résultats positifs au niveau macro-économique avec notamment un taux de croissance du PIB de 3% et la baisse du taux de l'inflation (87% en 1992 à 32% en 1993). La consolidation de ces résultats et la diversification des importations ont permis au Gouvernement d'obtenir du FMI une facilité d'Ajustement Structurel Renforcé (FASR) pour la période (1994-1997).

L'année 1997 qui marque l'entrée de la Guinée Bissau au sein des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Zone Franc, s'accompagne de la mise en œuvre de réformes concernant notamment l'amélioration de la situation des finances publiques, la réduction du niveau de l'inflation, la diminution du solde négatif de la balance commerciale, etc. Ces réformes participent à la mise en place d'une base solide de convergence durable et de croissance équilibrée.

La population de la Guinée Bissau est estimée à 1 200 000 habitants, selon les projections de l'Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC en portugais) avec un taux de croissance inter-censitaire de 2,05.

Le Produit Intérieur Brut est fortement tributaire du secteur pour plus de 53 % grâce à l'agriculture qui génère les $\frac{3}{4}$ des recettes d'exportation et employant près de 80% de la population active du pays.

L'agriculture qui occupe une place prioritaire dans le cadre de la politique de développement de la Guinée Bissau, semble être en-deçà de ses performances normales eu égard à ses immenses potentialités. Ses performances auraient pu être améliorées, s'il y avait un bon encadrement des producteurs, un système de transport performant, des moyens de stockage en nombre suffisant et des crédits soutenant son extension. La vulnérabilité de ce secteur est également liée à l'évolution des cours de la noix de cajou, principale culture d'exportation, sur le marché mondial.

La part du secondaire varie entre 12 et 16%, tandis que celle du tertiaire se situe entre 17 et 31%..

¹ Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) définit l'IDH qui est un indicateur qui prend en compte l'état de santé de la population, l'éducation en plus du revenu. Le classement de l'année 2002 porte sur 173 pays.

Les résultats positifs enregistrés depuis 1994 ont été interrompus à cause du conflit militaro-politique de 1998.

La Guinée Bissau comme pour la plupart des pays africains au sud du Sahara a des indicateurs sociaux d'un niveau insuffisant. Il convient de constater pour l'éducation que le taux de scolarisation dans le primaire est passé de 46,3% en 1991 à 69,8% en 1999, que le taux d'inscription à la 1ère année de ce cycle est de 97,7% pour les garçons en 1999/2000, soit 86,5% pour l'ensemble. Il y a donc une amélioration du taux de scolarisation et un taux d'accès non négligeable. Cependant l'amélioration de la qualité de l'enseignement suppose nécessairement la résolution d'un certain nombre de problèmes tels que l'état de délabrement des écoles, le manque de matériel didactique et l'absence de motivation des enseignants qui provoque à leur niveau un taux d'absentéisme très élevé.

Dans le secteur de la santé, le taux de mortalité infantile est de 125,7 pour mille naissances vivantes, celui des enfants âgés de moins de 5 ans atteint 211,3 pour mille. Le niveau de mortalité maternelle est encore important, il est estimé à 700 pour 100 000. L'espérance de vie à la naissance est d'environ 45 ans. Le secteur qui est confronté de sérieuses difficultés dont la mauvaise répartition géographique du personnel de santé avec notamment une forte concentration à Bissau et l'insuffisance des ressources financières disponibles.

L'objectif du Gouvernement est de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015. A cet égard, il est mis en place un Cadre Stratégique de Réduction de la Pauvreté (CSRP) avec pour mission de pour dégager une stratégie et des politiques pouvant donner le maximum d'impact dans la lutte contre la pauvreté et pour fixer et suivre des indicateurs de performance. L'ILAP qui a permis d'évaluer la pauvreté devrait être intégrée dans un volet ayant pour activités la création d'un système de diagnostic et de suivi des conditions de vie des populations.

II. L'Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté (ILAP en portugais) et les autres sources d'informations

L'essentiel des données servant à l'évaluation de la pauvreté provient de l'ILAP. La collecte des données de cette enquête s'est déroulée de mars à mai 2002. Comme le nom l'indique, son principal objectif est l'évaluation de la pauvreté en Guinée Bissau.

L'ILAP est basée sur le Questionnaire Unifié pour les Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB). Il est élaboré par la Banque mondiale en collaboration avec certaines agences spécialisées des Nations Unies pour permettre le suivi des indicateurs de développement. A cet effet, les informations collectées avec cet instrument permettent d'une part la mesure du niveau de vie des populations à travers les dépenses, les caractéristiques du logement et la forme propriété, l'équipement, la disponibilité des terres de cultures, la possession de bétail, etc., et d'autre part l'utilisation et la satisfaction des populations par rapport aux services sociaux et économiques de base, notamment les infrastructures d'éducation et de santé.

La principale caractéristique du QUIBB est de collecter, saisir et traiter rapidement les données grâce au volume, au mode de remplissage² et à la saisie des documents par lecture optique à l'aide d'un scanner. A ce dispositif de saisie sont associés des programmes de contrôles et de tabulation. Ainsi le passage d'une étape du traitement des données à une autre se fait sans délai et dans la cohérence complète.

L'ILAP repose sur un échantillon de 3216 ménages répartis entre le secteur autonome de Bissau (672 ménages) et les autres régions du pays (2544 ménages). La base de sondage ayant servi à la sélection de cet échantillon est constituée des districts de recensements (DR) définis lors du Recensement Général de la Population de 1991. Le travail de mise à jour des listes des ménages des DR de Bissau a été fait au mois de décembre 2001 dans le cadre du projet de création d'un Indice Harmonisé des Prix à la Consommation calculé dans les capitales des pays de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine), tandis que celles des DR du reste du pays ont été dressées par les équipes d'enquêteurs.

La base est ensuite répartie en huit (7) strates sur lesquelles seront menées des études approfondies. Ces strates sont Bafatá, Gabú, Cacheu Oio Biomba/Bolama, Quínara/Tombali et le secteur autonome de Bissau. Le sondage est donc stratifié et à deux degrés. Au premier degré, on tire des DR de façon systématique et proportionnellement à la taille exprimée en nombre de ménages. A l'intérieur de chaque DR, un nombre constant de 12 ménages est choisi au deuxième degré.

² Le QUIBB est court et pré-codé et l'enquêteur se limite à remplir les « bulles » correspondant aux réponses. Il est administré au cours d'une seule visite.

III. Méthodologie de calcul du seuil de pauvreté

La construction de la ligne de pauvreté nécessite au préalable le choix d'un indicateur de niveau de vie. Ce choix porte sur les dépenses totales par équivalent adulte. La dépense totale d'un ménage comprend les dépenses de consommation finale, l'autoconsommation de produits alimentaires, le loyer imputé des ménages propriétaires de leur maison et les transferts versés.

Ces dépenses totales ont été rapportées aux équivalents adultes qui sont obtenues grâce à l'échelle d'Oxford qui attribue 1 aux personnes de 15 ans ou plus (les adultes) et 0,5 à celles qui sont âgées de moins de 15 ans (les enfants).

On a ensuite adopté les seuils utilisés au niveau international par la Banque mondiale dans les pays en développement, \$1 et \$2 par jour et par personne en parité de pouvoir d'achat (PPA)³ 1985. La préoccupation centrale pour la construction de cette ligne consiste en la conversion de \$1 PPA85 en francs CFA à la période à laquelle l'enquête fait référence.

Le \$1 1985 a été ramené au \$1 de 1999, année pour laquelle le taux de conversion en parité de pouvoir d'achat existe pour la Guinée Bissau (World Development Indicators 2001/The World Bank), à l'aide de l'inflation américaine. Ce résultat est ensuite converti en francs CFA de 1999. Le seuil est enfin obtenu pour la période de référence de l'ILAP à partir de l'indice des prix à la consommation calculé à Bissau. La période de référence de cette enquête s'étale de mars 2001 à avril 2002.

Tableau n° 01 : Calcul du seuil de pauvreté

Évolution 1999/1985 de l'IPC USA*	1,55
Facteur de conversion PPA 1999	167,30
Évolution période référence de l'ILAP/1999 de l'IPC Bissau*	1,14
Seuil de pauvreté (/personne et par an) *	108 000

* Calculs du consultant

³ Une Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) est définie comme le « le nombre d'unités monétaires nécessaires dans un pays pour acquérir des biens et services qui équivalent à ceux que l'on aurait achetés dans un autre pays avec une unité monétaire de ce pays ». C'est une technique développée et mise en œuvre par le Programme de Comparaison Internationale (PCI) qui vise une meilleure comparabilité des PIB et ses sous-agrégats. Le taux de change qui était utilisé à cet effet ne constitue pas un bon outil car il ne représente pas avec précision les relations entre les pouvoirs d'achat des monnaies.

Description socio-économique de la Guinée Bissau

Il s'agit de mettre en lumière les caractéristiques socio-économiques de la Guinée Bissau à partir des résultats de l'ILAP. L'échantillon de l'ILAP aboutit à une population de 1 181 641 habitants. En 1991, le RGPH donnait 979 203 personnes. L'effectif a augmenté de 202 438 personnes dans la période. Cela représente un taux d'accroissement moyen annuel 1,7% inférieur au taux d'accroissement inter censitaire (1979 - 1991). La population de Bissau est estimée à 305 686, soit 25,9% de la population totale, elle a augmenté de 4,2% en moyenne annuelle sur la même période.

La population bissau-guinéenne compte 50,8% de femmes. Le rapport de masculinité⁴ s'établit à 96,9%. Ce rapport reste sensiblement le même à Bissau et dans le reste du pays considéré dans sa globalité. Quant à la structure par âge, elle présente les caractéristiques d'une population très jeune, on dénombre 48,1% de personnes de moins de 15 ans. Les autres régions enregistrent globalement la même proportion, tandis qu'à Bissau on obtient moins de jeunes (42%) au profit de la population d'âge adulte (35-55 ans) qui représente 53,5%. Ce phénomène fait penser à une éventuelle émigration vers la capitale qui pourrait constituer une pression probable sur le marché du travail.

En ce qui concerne la situation matrimoniale des personnes de 13 ans et plus, on note la prédominance des mariés au niveau national avec 49,5% de personnes dans les liens du mariage. Cependant il subsiste une différence notable entre Bissau où les célibataires sont majoritaires avec 52,6%, et les autres régions où ils ne sont que 37,7%.

Les marié(e)s monogames font 30,9% de la population contre 18,6% pour ceux ou celles ayant opté pour une union polygame. On observe qu'à Bissau, 29,5% des personnes sont monogames contre 9,9% seulement de polygames. La polygamie est relativement plus fréquente dans les autres régions où elle concerne 22,0% des individus, mais les unions monogames prédominent avec 31,5%.

Le veuvage est plus présent dans les autres régions (6,5%), tandis que Bissau compte plus de divorcés/séparés (4,1%). Globalement, ces deux situations concernent respectivement 5,8% et 2,9% des bissau-guinéens.

La plupart des CM sont mariés. Ils sont monogames pour 56,2% ou polygames pour 25,2%. Il y a une part non négligeable de veufs(vies) parmi eux (11% environ). Les célibataires comptent moins de 4% de l'ensemble. Les CM divorcés ou séparés sont relativement plus nombreux à Bissau où ils constituent un groupe assez important (7,9%).

Les ménages sont en général de grande taille, la taille moyenne varie de 6,8 (Bissau) à 7,9 (autres régions) personnes. La moyenne nationale est de 7,6 personnes. Plus de 30% des ménages comptent au moins 9 personnes, près de 18,0% en comptent au maximum 4. Les ménages de petite taille (moins de 5 membres) sont plus fréquents à Bissau (22,6%) que dans les autres régions (16,4%). Le mode d'organisation dans nos pays qui privilégie la famille élargie est la cause de ces tailles élevées. Il semble quelque peu reculer avec l'urbanisation.

L'ILAP a dénombré 156.000 ménages qui sont dirigés majoritairement par des hommes (84,0%). C'est à Bissau où la proportion de femmes chefs de ménages est plus importante. Elles représentent 23,1% à Bissau contre 13,2% seulement dans le reste du pays.

⁴ Rapport de masculinité est égal au nombre d'hommes pour 100 femmes

La majorité des chefs de ménages, quel que soit le sexe, a entre 35 et 55 ans, ils sont relativement âgés, la moyenne d'âge est de 46 ans environ. Ceux de Bissau sont plus jeunes de 5 ans tandis leurs homologues des autres régions sont plus âgés environ de 2 ans en moyenne. Les responsables des ménages âgés de 55 ans et plus sont plus présents dans le reste du pays (28,8%) qu'à Bissau où ils ne représentent que 13,2%.

Un peu plus du quart de la population bissau-guinéenne vit dans le secteur autonome de la capitale, les autres régions se partagent le reste ainsi qui suit Oio (14,7%), Cacheu (14,4%), Bafatá (12,1%), Gabú (12,0%), Quínara/Tombali (11,4%) et Biombo/Bolama (9,4%). Cette structure est sensiblement la même que celle fournie par le recensement de 1991.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, on retient que plus de la moitié (58,5%) de la population adulte (15 ans et +) n'a jamais fréquenté l'école. Cette proportion atteint 7 personnes sur 10 dans les autres régions et environ un adulte sur 4 à Bissau. A l'autre extrême, quelque 1% seulement de ces adultes ont atteint un niveau supérieur.

Les chefs de ménages ont légèrement un niveau d'instruction plus élevé que celui du reste de la population. Ceux d'entre eux qui n'ont pas été à l'école représentent 57,4% au niveau national, 27,1% à Bissau et 69,6% dans les autres régions. On relève que 2,6% ont un niveau universitaire avec 7,4% à Bissau et 0,6% dans le reste du pays. La proportion d'analphabètes s'élève à 29,2% à Bissau et à 70,5% dans le reste du pays contre 58,9% pour la moyenne nationale.

Tableau n° 02 : Indicateurs socio-économiques sur la Guinée Bissau

	Bissau	Autres régions	Ensemble
Échantillon			
Ménages	672	2 544	3 216
Résultats après extrapolation			
Individus	4 583	20 187	24 770
CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES			
Population (nombre de personnes)	305 686	875 955	1 181 641
Population (%)	25,9	74,1	100
Nombre de Ménages	44 822	111 180	156 003
Ménages (%)	28,7	71,3	100
Nombre de femmes de 13-49 ans (% dans la population totale)	91 646 (30,0)	225 569 (25,8)	317 214 (26,8)
Nombre d'enfants de 7-14 ans (% dans la population totale)	63 432 (20,8)	201 373 (23,0)	264 805 (22,4)
Nombre de personnes âgées de 5 ans et + (% dans la population totale)	254 060 (83,1)	695 219 (79,4)	949 279 (80,3)
Distribution des personnes par sexe (% de femmes)	50,7	50,9	50,8
Distribution des CM par sexe (% de femmes)	23,1	13,2	16,0
Age de la population (%)			
0-5 ans	16,9	20,6	19,7
5-15 ans	26,6	29,1	28,4
15-35 ans	39,1	29,9	32,3
35-55 ans	14,4	13,6	13,8
55 ans et +	3,0	6,8	5,8
Total	100	100	100
Moyenne d'âge population totale (ans)	20,7	21,3	21,1
Age des CM (%)			
- de 35 ans	28,4	23,3	24,8
35 - 55 ans	58,3	47,9	50,9
55 ans ou +	13,2	28,8	24,3
Total	100,0	100,0	100,0
Moyenne d'âge des CM (ans)	42,4	47,8	46,3
Situation matrimoniale des personnes âgées de 13 ans et + (%)			
Célibataire	52,6	37,7	41,8
Marie(e) monogame	29,5	31,5	30,9
Marie(e) polygame	9,9	22	18,6
Divorcé(e)/Séparé(e)	4,1	2,4	2,9
veuf(ve)	4	6,5	5,8
Total	100	100	100

Situation matrimoniale des CM (%)			
Célibataire	5,8	2,7	3,6
Marie(e) monogame	60,7	54,3	56,2
Marie(e) polygame	14,3	29,6	25,2
Divorcé(e)/Séparé(e)	7,9	2,6	4,1
veuf(ve)	11,3	10,8	10,9
Total	100,0	100,0	100,0
Répartition des ménages selon la taille (%)			
1-4 personnes	22,6	16,4	18,2
5-8 personnes	53,0	48,2	49,6
9-11 personnes	17,4	21,4	20,2
12 personnes et +	7,0	14,0	12,0
Total	100	100	100
Taille moyenne des ménages (nombre de personnes)	6,8	7,9	7,6
Répartition de la population par région (%)			
Bafatá			12,1
Biombo/Bolama			9,4
Cacheu			14,4
Gabú			12,0
Oio			14,7
Quinara/Tombali			11,4
Bissau			25,9
Total			100,0

Source : INEC/ILAP

L'accessibilité d'une l'école primaire mesurée par le pourcentage de la population mettant au plus 30 minutes pour s'y rendre est élevée. La proportion se situe à 78,0% au niveau national 95,9% à Bissau et 71,8% dans le reste du pays. Cependant il y a un effort à faire pour atteindre une couverture plus adéquate.

La population totale compte environ 22,4% d'enfants scolarisables (7-14 ans). Ces enfants sont actuellement pour 61,8% à l'école, 1,5% ont cessé d'y aller et 36,6% n'y ont jamais mis les pieds. La fréquentation de l'école concerne 86,1% des enfants à Bissau et 54,2% de ceux des autres régions. En revanche la part des enfants non scolarisés reste relativement plus importante dans les autres régions avec 44,4% contre 12,1% à Bissau.

Parmi les enfants de cette tranche d'âge, sans distinction de sexe, inscrits à l'école 2,4% l'ont quitté avant terme. Ce taux est de 2,0% à Bissau et de 2,6% à l'intérieur du pays. On observe une discrimination entre garçons et filles. Le nombre de filles qui abandonnent en cours de scolarité est relative ment plus élevé (3,2% chez les filles contre 1,8% chez les garçons) quel que soit le milieu de résidence comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°03 : Indicateurs sur l'éducation/alphabétisation

EDUCATION/ALPHABETISATION			
Population à moins de 30 mn d'une école primaire (%)	95,9	71,8	78,0
Situation scolaire des enfants de 7-14 ans (%)			
A l'école	86,1	54,2	61,8
Études arrêtées	1,8	1,5	1,5
Non scolarisés	12,1	44,4	36,6
Total	100,0	100,0	100,0
Taux d'abandon de l'école des enfants 7-14 ans (%)			
Garçons	1,0	2,2	1,8
Filles	3,1	3,3	3,2
Ensemble	2,0	2,6	2,4
Raisons d'abandon des études			
Fin des études	0,0	0,0	0,0
Ecole éloignée	5,9	10,1	8,9
Etudes chères	17,6	16,3	16,7
Travail (maison/emploi)	0,0	4,4	3,1
Sans intérêt	29,4	12,9	17,5
Maladie/Grossesse	17,6	4,8	8,3
Echec aux examens	0,0	3,3	2,4
Mariage	0,0	0,0	0,0
Autre raison	35,3	62,3	54,8
Niveau d'instruction des adultes (15 ans ou +) (%)			
Jamais scolarisés	28,8	70,1	58,5
Primaire	32,3	23,1	25,7
Secondaire	34,9	6,5	14,5
Supérieur	2,8	0,2	1,0
Autre	1,2	0,1	0,4
Total	100,0	100,0	100,0
Niveau d'instruction des CM (%)			
Jamais scolarisés	27,2	69,6	57,4
Primaire	28,7	22,7	24,4
Secondaire	34,1	6,9	14,7
Supérieur	7,4	0,6	2,6
Autre	2,5	0,1	0,4
Total	100,0	100,0	100,0
Taux d'alphabétisation des personnes de 15 ans ou + (%)	70,8	29,5	41,1

Source : INEC/ILAP

Les raisons ayant conduit à ces désistements viennent pour l'essentiel et par ordre importance, selon les déclarations des concernés, de l'absence d'intérêt pour l'école (17,5%), des coûts élevés de la scolarité (16,7%), de la distance à parcourir (8,9%) et d'une maladie ou d'une grossesse (8,3%). Le résultat sur le manque d'intérêt de l'école est assez inquiétant, il atteint même le niveau de 29,4% à Bissau. L'inquiétude est d'autant plus grande si l'on sait que l'investissement pour l'enseignement semble constituer une stratégie efficace de la lutte contre la pauvreté. Les autorités doivent œuvrer pour que cette image de l'école s'efface des esprits.

La couverture du pays en service de santé est en deçà de celle observée pour l'école primaire. En effet, 40,2% de la population font moins de 30 mn pour se soigner. Ce taux est de 54,2% et 35,3% respectivement à Bissau et dans le reste du pays.

Pendant les 4 semaines précédant la date de l'interview, environ une personne sur cinq a souffert d'une maladie ou d'une blessure. La proportion de malades ayant consulté un service/personnel médical est de 63,6% au niveau national, 71,9% à Bissau et 61,2% dans le reste du pays. Le centre de santé public et l'hôpital sont les services auxquels la majorité des malades a recours (80,2%). Ils sont suivis du centre de santé privé (7,5%). Puis viennent dans l'ordre, la clinique (6,1%) et le praticien traditionnel (4,3%), les autres structures interviennent chacun pour moins de 1%.

Tableau n°04 : Indicateurs sur la santé

SANTE			
Population à moins de 30 mn d'un service de santé (%)	54,2	35,3	40,2
Population malade/blessée les 4 dernières semaines précédant l'enquête (%)	17,8	19,7	19,3
Malades ayant été en consultation (%)	71,9	61,2	63,6
Service/Personnel de santé consulté par les malades (%)			
Centre de santé public	45,4	52,7	50,8
Centre de santé privé	6,3	7,9	7,5
Hôpital	28,8	29,6	29,4
Clinique	15,4	3	6,1
Pharmacien	0,2	0,4	0,4
Médecin/dentiste privé	0,2	0,6	0,5
Praticien traditionnel	2,7	4,8	4,3
Autre	1,3	1,1	1,1
Total	100,0	100,0	100,0
Raison de la non-consultation d'un service/personnel de santé (%)			
Non nécessaire	94,8	90,8	91,9
Trop cher	2,3	4,7	4,1
Trop loin	0,2	3,9	3,0
Autre raison	3,1	3,6	3,5
Femmes de 13-49 ans ayant reçu des soins prénatals (%)	97,9	93,3	94,3
Population à moins de 30 mn d'une source d'eau (%)	99,3	94,6	95,9
Population ayant accès à l'eau potable (%)	78,9	45,3	54,0

Source : INEC/ILAP

La quasi-totalité des malades qui n'ont pas fréquenté une structure sanitaire déclarent que leur maladie ne nécessitait pas le déplacement. Il convient de signaler qu'il manque dans les modalités de réponses l'automédication qui peut amener les gens à ne pas aller consulter un personnel de santé. Les coûts de la consultation médicale et l'éloignement du service de santé ne sont invoqués que pour 4,1% et 3,0% respectivement.

Presque toutes les femmes ayant eu un enfant au cours des 12 derniers mois avaient fait au moins une consultation prénatale. L'enquête MICS⁵ réalisée en 2000 avait donné le même résultat.

⁵ L'enquête MICS (Multiple Indicator Cluster Survey/Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples) est un élément central du Programme Mondiale d'Assistance de l'UNICEF, pour la collecte, le traitement et l'analyse des données relatives à la survie, au développement et à la protection de l'enfant.

L'eau constitue un besoin de tous les jours et peut être une source de maladie si elle n'est pas mise à la disposition des populations dans les conditions requises. L'eau ne manque pas en Guinée Bissau. En effet plus de 95% des individus y ont accès en moins de 30 minutes. Ce taux atteint 99,3% dans la capitale. Toutefois, il existe un écart non négligeable entre le fait d'y avoir accès et de disposer de celle propre à la consommation⁶. Au niveau national l'écart est de 42 points environ. A l'intérieur du pays, il s'élève à 49 points contre 10 points à Bissau.

Les informations sur les mesures anthropométriques des enfants âgés de 3 à 59 mois n'ont pas été relevées. Elles constituent une section qui fait partie intégrante du QUIBB. Elles auraient permis d'avoir la situation nutritionnelle des enfants qui est un déterminant majeur de la morbidité et de la mortalité.

La population en âge de travailler (5 ans et plus) compte 254 060 individus à Bissau et 695 219 dans les autres régions, soit 949 279 au total. Les proportions dans la population totale sont respectivement de 83,1%, 79,4% et 80,3%. Si on fixe l'âge limite à 15 ans, ces taux deviennent égaux à 59,1%, 53,0% et 54,6% respectivement.

Les taux d'activité pour la population âgée de 5 ans et plus varient de 36,6% à Bissau à 46,4% dans le reste du pays. Si on ne considère que les adultes, ces taux augmentent de plus de 15 points. Cela réduit d'autant la proportion d'inactifs, traduisant que la population dont l'âge est situé entre 5 et 15 ans est constituée en majorité d'élèves.

Le chômage⁷ est plus aigu à Bissau (entre 19 et 20%) que dans le reste du pays (entre 10 et 11%) quelle que soit la limite d'âge considérée. Le taux s'établit au niveau national à 12,4% si on se limite à la population âgée de 15 ans et plus.

La plupart des occupés sont des travailleurs de la branche d'activités "Agriculture/Elevage/Sylviculture/pêche" (63,5%) ou celle du "Commerce" (10,8%). L'Industrie et l'Administration publique emploient respectivement 8,9% et 6,1% des travailleurs. Cette répartition varie selon le milieu de résidence. La branche "Agriculture/Elevage/Sylviculture/pêche" représente 77,7% à l'intérieur du pays contre 8,5% seulement à Bissau. Le Commerce et les autres services font travailler relativement plus de personnes à Bissau (44,6%) que dans les autres régions (8,3%). L'essentiel de l'effectif de l'Administration est concentré dans la Capitale, il en est de même pour celui exerçant dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

La majorité des occupés tirent leur revenu d'une activité indépendante, ce sont des gens qui travaillent pour leur propre compte. La part des salariés atteint cependant 42% à Bissau. Le nombre important d'aide familial non rémunéré hors de Bissau (33,6%) tient à la prédominance des activités agricoles et le mode d'organisation y affèrent. La terre appartient à la famille et son exploitation est dirigée par le chef aidé par les autres membres.

Si on se restreint aux chefs de ménage, le taux d'activité est plus élevé (plus de 84%) et le taux de chômage plus bas (moins de 7%) que ceux de l'ensemble de la population en âge de travailler.

⁶ Ont accès à l'eau potable, les ménage qui s'approvisionnent par le biais d'un robinet intérieur, d'un robinet public, d'un puits protégé ou d'une citerne.:

⁷ La proportion de chômeurs dans la population active. La population active comprend les actifs occupés et les chômeurs. Les chômeurs sont les personnes qui avaient cherché un emploi et qui étaient prêtes à travailler au cours des 4 semaines précédant la date de l'entretien.

Tableau n°05 : Indicateurs sur l'activité

ACTIVITE			
Population âgée de 15 ans et + (%)	59,1	53,0	54,6
Statut dans l'activité des personnes de 5 ans ou + (%)			
Actifs occupés	29,3	41,3	38,1
Chômeurs	7,3	5,2	5,8
Inactifs	63,4	53,2	56,2
N.d.		0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0
Taux d'activité des personnes de 5 ans et plus (%)	36,6	46,4	43,8
Taux de chômage (%)	20,0	11,2	13,1
Statut dans l'activité des personnes de 15 ans ou + (%)			
Actifs occupés	42,3	58,6	54
Chômeurs	10,1	6,7	7,6
Inactifs	47,6	34,7	38,3
N.d.		0,1	0,0
Total	100,0	100,0	100,0
Taux d'activité des personnes de 15 et plus (%)	52,4	65,2	61,7
Taux de chômage (%)	19,3	10,2	12,4
Statut dans l'activité des CM (%)			
Actifs occupés	83,9	79,2	80,6
Chômeurs	6,0	5,3	5,5
Inactifs	10,1	15,5	14,0
Total	100,0	100,0	100,0
Branche d'activité de l'emploi principal des occupés (%)			
Agriculture/sylviculture/pêche	8,5	77,7	63,5
Industrie	11,1	8,4	8,9
B.T.P.	8,5	2,6	3,8
Transport	3,5	0,4	1,1
Commerce	29,3	6,1	10,8
Autres services	15,3	2,2	4,9
Éducation/santé	2,3	0,4	0,8
Administration	21,5	2,2	6,1
Total	100,0	100,0	100,0
Statut dans l'emploi des occupés (%)			
Salarié	42,9	5,2	12,9
Employeur/Indépendant	48,7	60,9	58,4
Autre	8,5	33,9	28,7
N.d.		0,1	0,1
Total	100,0	100,0	100,0
Statut dans l'emploi des CM occupés			
Salarié	57,4	10,1	24,3
Employeur/Indépendant	39,5	79,9	67,8
Autre	3,0	10,0	8,0
N.d.		0,2	0,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

La reconstitution des postes des dépenses de consommation de la NCOA⁸ (Nomenclature Principale des Pays de l'UEMOA) révèle l'absence de relevés pour les groupes « loisirs, spectacles et culture » et « hôtels, cafés et restaurants »⁹. Tous les autres ont fait l'objet de relevés partiels à l'exception de « Produits alimentaires et boisson ».

Néanmoins, il ressort de ces structures de consommation la prédominance des dépenses consacrées à l'alimentation. Le coefficient budgétaire de ce poste est égal à 57,8% à Bissau, il atteint 73,1% dans les autres régions. La moyenne nationale est à 66,6%, viennent ensuite par ordre d'importance les dépenses relatives au logement (12,2% au niveau national, 18,7% à Bissau, 7,4% autres régions) et à l'habillement (6,8% au niveau national, 6,7% à Bissau et 6,8% autres régions). On remarque la faiblesse des dépenses d'éducation (1,7% au niveau national, 2,7% à Bissau et 0,9% autres régions) et de santé (3,5% ; 3,7% et 3,4% respectivement).

Tableau n°06 : Structure des dépenses de consommation des ménages

DEPENSES			
Structure des dépenses de consommation (%)			
Produits alimentaires et boisson	57,8	73,1	66,6
Articles d'habillement et art. chaussants	6,7	6,8	6,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	18,7	7,4	12,2
Ameublement, équipement ménager et entretien courant	6,6	5,6	6,0
Santé	3,7	3,4	3,5
Transport et Communication	0,6	0,2	0,4
Enseignement	2,7	0,9	1,7
Autres biens et services	3,3	2,6	2,9
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

La qualité du cadre de vie est appréciée à travers l'accès à l'électricité, le branchement au réseau d'assainissement et la présence d'un poste de téléviseur. L'accès à l'eau potable est rangé parmi les indicateurs de santé. En Guinée Bissau 12,2 % de la population s'éclairent à l'électricité. Ce mode d'éclairage sert 32,9% de celle-ci à Bissau et 5,0% à l'intérieur du pays.

L'accès à l'information par la magie de la télévision concerne 8,6% des guinéens, soit 25,7% des habitants de la capitale et 2,6% seulement ailleurs. L'assainissement qui est un problème de santé publique n'est pas très répandu. Le taux d'accès n'est pas encore arrivé à 2%. Dans la capitale, ce service ne profite qu'à 3,6% des populations.

Un autre indicateur de bien-être est le nombre moyen de personnes par pièce. En moyenne, il n'y a pas de promiscuité en Guinée Bissau, le taux d'occupation des chambres n'est pas élevé; Il est d'environ de 2 personnes par pièce. Il n'y a pas de différence notable entre Bissau et l'intérieur du pays.

⁸ Cette nomenclature est directement dérivée de la nomenclature internationale COICOP (Classification of Individual Consumption by Purpose ; Système de Comptabilité Nationale révision IV de 1993.

⁹ Ces deux postes prises ensemble représentent entre 5,6 % (Dakar) et 14,8% (Lomé) en 1996 dans les capitales des pays de l'UEMOA.

Tableau n°07 : Indicateurs sur le cadre de vie des ménages

CADRE DE VIE			
Nombre moyen de personnes par pièce dans le logement	2,4	2,2	2,3
Population ayant accès à l'électricité (%)	32,9	5,0	12,2
Population ayant un poste de téléviseur (%)	25,7	2,6	8,6
Population vivant dans un ménage branché au réseau d'assainissement (%)	3,6	0,5	1,3

Source : INEC/ILAP

L'analyse de la pauvreté et des inégalités

Deux lignes de pauvreté ont été calculées. Ce sont les seuils internationaux de \$1 et \$2 PPA85. On parlera dans la suite de « pauvreté extrême » et « pauvreté » pour désigner l'ensemble des personnes qui vivent dans les ménages se situant respectivement en dessous de ces deux seuils.

5.1 Pauvreté et inégalités

La Guinée-Bissau compte 1 181 641 individus, on en dénombre, 764 672 qui vivent dans des ménages pauvres, soit 64,7% de la population totale. Presque deux guinéens sur trois. Ceux qui sont atteints par l'extrême pauvreté sont au nombre de 245 965, soit une incidence de 20,8%.

Tableau n°08 : Indicateurs de pauvreté en Guinée Bissau

	\$ 1			\$ 2		
	Bissau	Autres régions	Ensemble	Bissau	Autres régions	Ensemble
Seuil	108 000 FCFA			216 000 FCFA		
P ₀ Incidence (%)	9,3	24,8	20,8	51,6	69,7	64,7
Nombre de pauvres	28 414	217 551	245 965	157 612	607 060	764 672
P ₁ Profondeur	0,018	0,065	0,053	0,169	0,278	0,250
Ecart moyen entre seuil et revenu des pauvres	21 419	28 493	27 668	71 509	87 276	84 032
P ₂ Sévérité	0,006	0,026	0,021	0,073	0,142	0,124

Source : INEC/ILAP

La répartition géographique des pauvres est très inégale. En effet, les pauvres sont plus nombreux dans les autres régions prises globalement. C'est dans ce milieu où vivent 79,4% personnes victimes de la pauvreté en Guinée-Bissau représentant 64,7% de ses habitants. Bissau, la capitale abrite les 20,6% et compte 51,6% de personnes vivant avec moins de \$2 par jour dans sa population.

L'extrême pauvreté frappe 9,3% des personnes à Bissau¹⁰ contre 24,8% dans le reste du pays. La contribution de ces deux milieux dans cet ensemble s'élève respectivement à 11,6% et 88,4%.

¹⁰ Les seuils de pauvreté étaient de 105 275 FCFA à Dakar et 100 890 FCFA à Bamako en 1996 pour 1 \$ PPA 1985. La population considérée comme pauvre représente 50,7% (12,9% pour 1\$) et 57,2% (16,2% pour 1\$) respectivement à Dakar et à Bamako.

Si l'on définit les pauvres comme ceux qui ne sont pas en mesure d'avoir une ration calorique quotidienne (2400 calories par personne et par jour), le phénomène concerne 57,9% (Dakar : 19,2% ; Autres centres urbains : 38,6% et Milieu rural : 80,0%) des ménages et 65% (Dakar : 23,4% ; Autres centres urbains : 45,1% et Milieu rural : 85,6%) des personnes au Sénégal est de 65% en 1994-1995.

Le classement des régions administratives selon l'incidence de pauvreté et la contribution de chacune dans la pauvreté au niveau national établit l'ordre suivant : Oio (79,6% et 18,0%), Bafatá (72,4% et 13,6%), Quínara/Tombali (69,1% et 12,2%), Gabú (65,8% et 12,3%) Cacheu (63,8% et 14,2%), Biombo/Bolama (62,6% et 9,1%) et Bissau (51,6% et 20,6%).

On remarque dans ce classement que Bissau qui compte relativement moins de pauvres dans sa population contribue plus que toutes les autres entités administratives du pays à ce phénomène.

La ligne de \$1 par personne et par jour perturbe légèrement cet ordre, Oio reste toujours la région la plus pauvre, elle est immédiatement suivie de Cacheu qui occupait le 5ème rang. Bafatá, Quínara/Tombali et Gabú suivent et demeurent dans cet ordre mais reculent chacun d'un rang. Tandis Biombo/Bolama et Bissau qui sont restés les régions les moins pauvres.

Les pauvres se situent en moyenne à 84 032 F. CFA du seuil de pauvreté à \$2 et à 27 688 F. CFA du seuil \$1, ce qui traduit un niveau de profondeur non négligeable de la pauvreté. On peut retenir que la pauvreté est moins profonde à Bissau que dans le reste du pays considéré dans son ensemble. A Bissau ces écarts moyens s'élèvent à 71 509F. CFA et 21 419 F. CFA et ils atteignent 87 276 F. CFA et 28 493 F. CFA dans les autres régions. Cette profondeur donne la mesure de l'effort à fournir sur le plan financier pour arriver à réduire ou éradiquer la pauvreté.

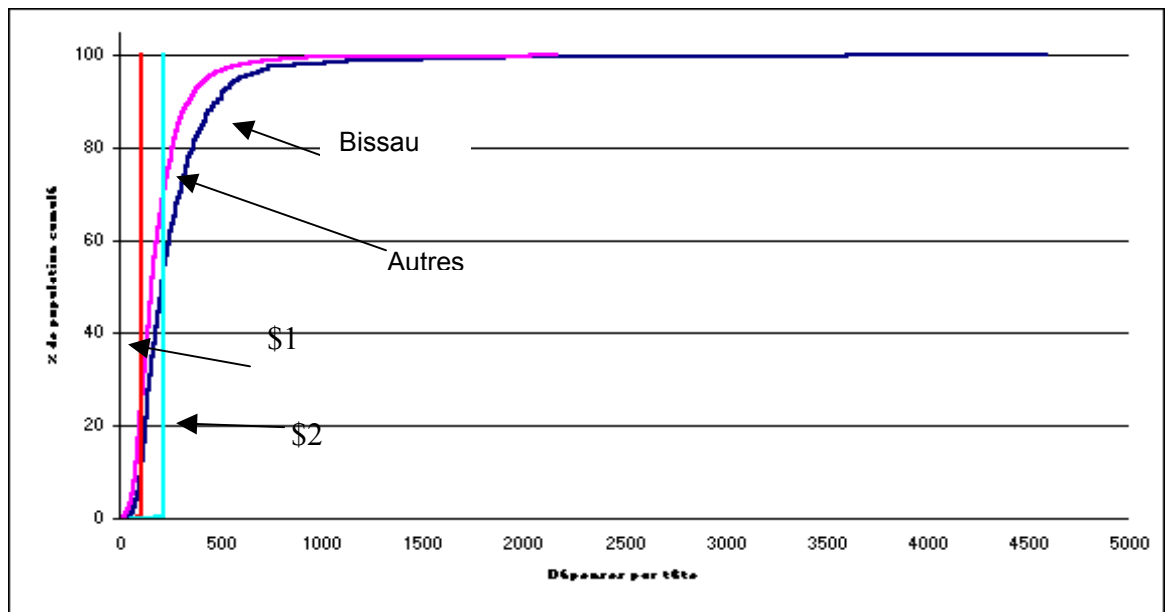
Tableau n°09 : Indicateurs d'inégalité

	Bissau	Autres régions	En semble
Indice de GINI	0,37	0,33	0,36
Dépenses annuelles par tête	216 409	145 793	164 061
Seuil \$1			
Pauvres (1)	68 509	60 360	61 311
Non pauvres (2)	231 566	173 579	190 715
Rapport entre (2) et (1)	3,1	2,9	3,1
Seuil \$2			
Pauvres (1)	113 104	96 998	100 312
Non pauvres (2)	324 182	253 282	278 352
Rapport entre (2) et (1)	2,9	2,6	2,8

Source : INEC/ILAP

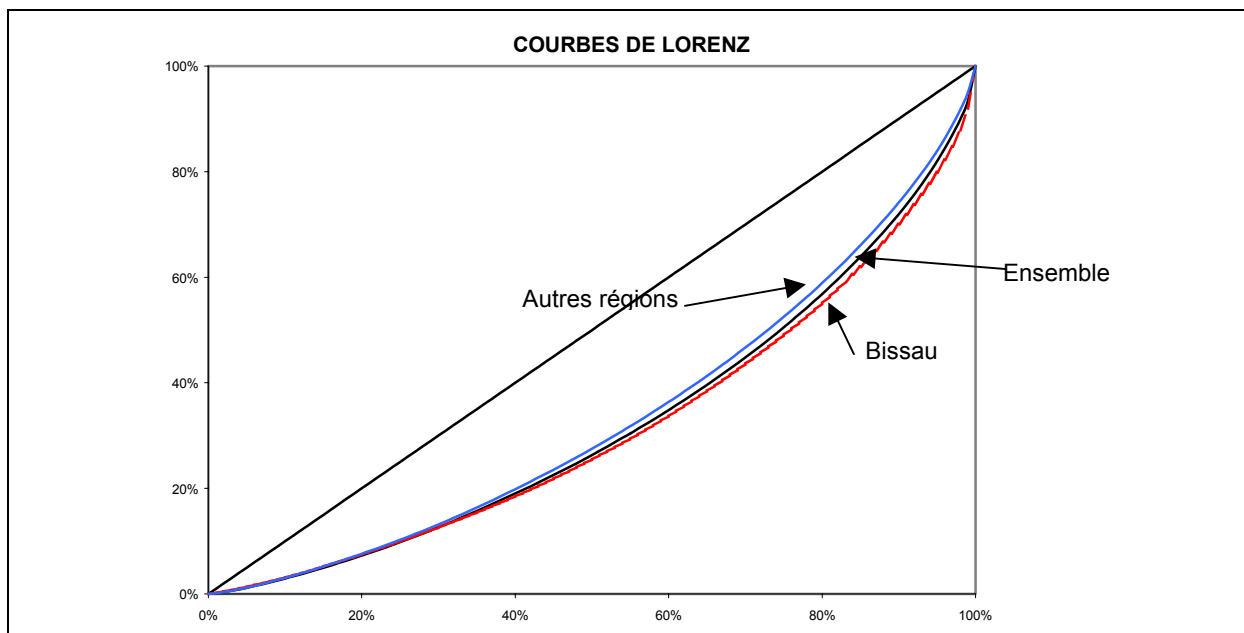
Cette situation entre Bissau et le reste du pays provient de la différence de niveau de vie entre ces deux milieux. On voit à travers les fonctions de répartition empiriques qui matérialisent la distribution des revenus des ménages, que le niveau de pauvreté à Bissau est toujours moins élevé que dans le reste du pays. La courbe de cette ville se situe sensiblement en dessous de celle de l'autre milieu, traduisant un niveau de pauvreté plus faible quel que soit le seuil fixé. .

Graphique n°1 : Distribution des dépenses



Les courbes de GINI témoignent des inégalités légèrement plus fortes à Bissau, ce qui se constate également sur les indicateurs. L'indice de GINI à Bissau est légèrement supérieur à celui du reste du pays et les pauvres ont un niveau de dépenses presque trois fois plus faible que celui des non pauvres.

Graphique n°2 : Courbes de concentration des dépenses



5.2 Le profil de pauvreté

Le genre

Le nombre de personnes résidant dans un ménage dirigé par une femme est estimé à 163 918 pour un total de 1 181 641, soit 13,9%. Quand il s'agit de la pauvreté extrême, 7,9% des personnes atteintes par ce phénomène vivent dans un ménage dirigé par une femme. En outre, 12,0% des membres de ces ménages sont pauvres.

La pauvreté est plus fréquente dans les ménages dont le chef est un homme : 66,1% des individus appartenant à des ménages dirigés par un homme est pauvre contre 56,1% de ceux appartenant à des ménages dirigés par des femmes. Ensuite la structure par sexe observée au niveau des ménages pauvres est la même que celle de la population totale. Le rapport de masculinité n'a pas varié. En conséquence, il n'y a donc pas de déséquilibre.

A Bissau 21,6% des personnes ont une femme comme chef de famille contre 11,2% dans les autres régions. Dans ces deux milieux, les taux de pauvreté dans ces ménages sont respectivement de 50,8% et 59,6%. Quel que soit le milieu, les personnes avec des femmes chefs de ménages sont relativement moins pauvres que celles dirigés par des hommes. Il faut signaler qu'à Bissau les deux groupes de ménages ont environ la même incidence pour les deux lignes de pauvreté : 50,8% pour les femmes contre 51,8% pour les hommes au seuil de \$2 et 9,2% pour les femmes et 9,3% pour les hommes au seuil de \$1. Par contre l'écart fait plus de 10 points dans les autres régions.

L'âge du chef de ménage

Un peu plus d'une personne sur deux vit dans un ménage dont le chef est âgé de 35 à 55 ans. A Bissau, le rapport est de 3 personnes sur 5. Mais l'incidence de pauvreté augmente avec l'âge du chef de ménage. Ainsi, 69,8% des personnes dont le chef à plus de 55 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 57,2% pour les chefs ayant entre 35-55 ans et 47,7% pour ceux de moins de 35 ans. Le déséquilibre se note chez les ménages des personnes du 3^e âge. Il abrite plus de pauvres (Ensemble : 31,9%; Bissau : 21,1% et Autres régions : 34,7%) que leur poids démographique (Ensemble : 27,7%; Bissau : 15,9% et Autres régions : 31,8%).

Ces ménages ont plus de problème de survie que les autres ménages. Ils sont souvent de grande, le chef ne travaille pas et les enfants qui doivent assurer la relève sont à l'école ou n'ont pas encore trouvé d'emploi.

La situation notée plus haut est identique à celle de l'extrême pauvreté, mais on remarque une réduction des écarts entre les poids démographiques et le pourcentage de pauvres qu'abrite chaque type de ménage.

Tableau n° 10 : Répartition des personnes pauvres selon quelques

caractéristiques du ménage (Seuil = \$ 2)

	Bissau				Autres régions				Ensemble			
	Effectif total	% de pauvres	Effectif des pauvres	Effectifs en %	Effectif total	% de pauvres	Effectif des pauvres	Effectifs en %	Effectif total	% de pauvres	Effectif des pauvres	Effectifs en %
Sexe du CM												
Masculin	239 653	51,8	124 062	78,7	778 070	70,5	548 687	90,4	1 017 723	66,1	672 749	88,0
Féminin	66 033	50,8	33 550	21,3	97 885	59,6	58 373	9,6	163 918	56,1	91 923	12,0
Age du CM												
- de 35 ans	71 836	44,8	32 216	20,4	169 768	58,4	99 145	16,3	241 604	47,7	131 361	17,2
35 - 55 ans	185 226	49,8	92 179	58,5	427 437	69,6	297 393	49,0	612 662	57,2	389 573	50,9
55 ans ou +	48 624	68,3	33 217	21,1	278 750	75,5	210 521	34,7	327 374	69,8	243 738	31,9
Niveau d instruction du CM												
Jamais scolarisés	81 707	58,6	47 891	30,4	611 391	71,4	436 705	71,9	693 098	63,7	484 596	63,4
Primaire	95 848	58,9	56 495	35,8	198 923	67,1	133 516	22,0	294 770	57,3	190 011	24,8
Secondaire	95 848	42,4	40 620	25,8	58 300	58,5	34 117	5,6	154 148	42,1	74 737	9,8
Supérieur	22 545	29,6	6 670	4,2	5 729	34,5	1 977	0,3	28 274	27,9	8 647	1,1
Autre	9 738	61,0	5 936	3,8	773	96,4	745	0,1	10 511	56,2	6 681	0,9
Situation dans la profession												
Salarié	151 742	53,1	80 574	51,1	68 415	66,0	45 172	7,4	220 158	57,1	125 746	16,4
Employeur/indépendant	97 782	49,9	48 758	30,9	549 900	66,9	367 806	60,6	647 683	64,3	416 564	54,5
Chômeur	19 076	57,7	11 005	7,0	43 690	75,4	32 925	5,4	62 766	70,0	43 931	5,7
Inactif	29 615	50,2	14 874	9,4	142 168	73,2	104 032	17,1	171 783	69,2	118 907	15,6
Autre	7 470	32,1	2 401	1,5	69 647	79,0	54 989	9,1	77 117	74,4	57 390	7,5
N.d.	,	,	,	,	2 134	100,0	2 134	0,4	2 134	100,0	2 134	0,3
Taille du ménage												
1-4 personnes	34 217	23,0	7 871	5,0	66 103	43,3	28 622	4,7	100 320	36,0	36 492	4,8
5-8 personnes	149 741	46,8	70 102	44,5	344 615	60,0	206 669	34,0	494 357	54,4	276 770	36,2
9-11 personnes	75 571	62,3	47 090	29,9	231 020	76,6	177 009	29,2	306 591	73,1	224 099	29,3
12 personnes et +	46 156	70,5	32 550	20,7	234 217	83,2	194 761	32,1	280 373	79,9	227 311	29,7
Région												
Bafatá									143 222	72,4	103 679	13,6
Biombo/Bolama									111 462	62,6	69 745	9,1
Cacheu									170 180	63,8	108 520	14,2
Gabú									142 794	65,8	93 985	12,3
Oio									173 185	79,6	137 842	18,0
Quinara/Tombali									135 112	69,1	93 289	12,2
Bissau	305 686	51,6	157 612	100,0	875 955				305 686	51,6	157 612	20,6
Ensemble						69,3	607 060	100,0	1 181 641	64,7	764 672	100,0

Tableau n° 11 : Répartition des personnes pauvres selon quelques

caractéristiques du ménage (Seuil = \$1)

	Bissau				Autres régions				Ensemble			
	Effectif total	% de pauvres	Effectif des pauvres	Effectifs en %	Effectif total	% de pauvres	Effectif des pauvres	Effectifs en %	Effectif total	% de pauvres	Effectif des pauvres	Effectifs en %
Sexe du CM												
Masculin	239 653	9,3	22 344	78,6	778 070	26,2	204 100	93,8	1 017 723	22,3	226 444	92,1
Féminin	66 033	9,2	6 070	21,4	97 885	13,7	13 451	6,2	163 918	11,9	19 521	7,9
Age du CM												
- de 35 ans	71 836	4,3	3 068	10,8	169 768	20,2	34 337	15,8	241 604	15,5	37 405	15,2
35 – 55 ans	185 226	8,7	16 075	56,6	427 437	22,7	96 820	44,5	612 662	18,4	112 895	45,9
55 ans ou +	48 624	19,1	9 271	32,6	278 750	31,0	86 393	39,7	327 374	29,2	95 665	38,9
Niveau d instruction du CM												
Jamais scolarisés	81 707	14,7	12 006	42,3	611 391	25,4	155 202	71,3	693 098	24,1	167 208	68,0
Primaire	95 848	9,8	9 405	33,1	198 923	25,7	51 186	23,5	294 770	20,6	60 591	24,6
Secondaire	95 848	5,4	5 136	18,1	58 300	17,4	10 149	4,7	154 148	9,9	15 285	6,2
Supérieur	22 545	5,3	1 201	4,2	5 729	8,2	472	0,2	28 274	5,9	1 673	0,7
Autre	9 738	6,8	667	2,3	773	70,1	542	0,2	10 511	11,5	1 209	0,5
Situation dans la profession												
Salarié	151 742	9,6	14 607	51,4	68 415	15,0	10 250	4,7	220 158	11,3	24 857	10,1
Employeur/indépendant	97 782	7,4	7 270	25,6	549 900	24,2	133 342	61,3	647 683	21,7	140 612	57,2
Chômeur	19 076	14,7	2 801	9,9	43 690	33,0	14 403	6,6	62 766	27,4	17 204	7,0
Inactif	29 615	12,6	3 735	13,1	142 168	28,8	40 988	18,8	171 783	26,0	44 723	18,2
Autre	7 470	0,0	0	0,0	69 647	23,6	16 434	7,6	77 117	21,3	16 434	6,7
N.d.	,	,	,	,	2 134	100,0	2 134	1,0	2 134	100,0	2 134	0,9
Taille du ménage												
1-4 personnes	34 217	3,1	1 067	3,8	66 103	8,8	5 824	2,7	100 320	6,9	6 891	2,8
5-8 personnes	149 741	5,5	8 271	29,1	344 615	16,3	56 000	25,7	494 357	13,0	64 271	26,1
9-11 personnes	75 571	10,3	7 804	27,5	231 020	26,1	60 378	27,8	306 591	22,2	68 182	27,7
12 personnes et +	46 156	24,4	11 272	39,7	234 217	40,7	95 349	43,8	280 373	38,0	106 621	43,3
Région												
Bafatá									143 222	26,0	37 220	15,1
Biombo/Bolama									111 462	14,0	15 626	6,4
Cacheu									170 180	28,0	47 76 8	19,4
Gabú									142 794	18,9	26 989	11,0
Oio									173 185	34,1	59 173	24,1
Quinara/Tombali									135 112	22,8	30 774	12,5
Bissau	305 686	9,3	28 414	100,0					305 686	9,3	28 414	11,6
Ensemble					875 955	24,8	217 551	100,0	1 181 641	20,8	245 965	100,0

La taille du ménage

Les incidences de la pauvreté augmentent avec la taille du ménage quel que soit le seuil choisi 36,0% (6,9% au seuil de \$1) des personnes des ménages de moins de 5 membres sont pauvres alors cette proportion est de 79,0% (38,0% au seuil de \$1) pour les ménages de plus de 12 personnes. Les ménages de grande taille abritent également plus de pauvres que leur part dans la population totale.

L'éducation

On constate que l'incidence de pauvreté diminue quand le niveau d'instruction du chef de ménage s'accroît quel que soit le seuil. Ainsi, la pauvreté touche 63,7% (24,1% au seuil de \$1) des personnes vivant dans les ménages dont le chef n'a pas été à l'école et seulement 27,9% (5,9% au seuil de 1\$) de ceux dont le chef a atteint l'enseignement supérieur. On note que 88,2% (92,6% au seuil de \$1) des pauvres appartiennent à des ménages dont le chef n'a pas dépassé le niveau primaire. Donc un niveau d'éducation élevé semble mettre à l'abri de la pauvreté.

En analysant la situation scolaire des enfants de 7-14 ans, il ressort que les taux de scolarisation des pauvres (pourcentage d'enfants à l'école) sont inférieurs à la moyenne nationale ou celle de la zone considérée. Cela prouve que les non pauvres ont relativement plus d'enfants de cette classe d'âge à l'école. Les écarts entre ces deux groupes de ménages se situent à 10,7 points et à 6,5 points pour Bissau et le reste du pays.

Tableau n° 12 : Situation scolaire des enfants de 7-14 ans selon le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
A l'école actuellement	89,4	83,0	58,6	52,1	68,7	58,0
Etudes arrêtées	1,3	2,3	1,5	1,4	1,5	1,6
Jamais scolarisés	9,3	14,8	39,9	46,4	29,8	40,4
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

Les taux d'abandon, c'est à dire les proportions d'enfants qui quittent l'école avant terme, sont plus élevés chez les pauvres et les filles sont plus touchées par le phénomène. En somme pense-t-on que les enfants des pauvres fréquentent relativement moins l'école et y restent moins longtemps.

Cela se confirme avec les taux d'abandon des enfants de 7-14 ans qui sont plus élevés pour les ménages pauvres (2,7%) que pour ceux qui sont non pauvres (2,1%). Cette discrimination est plus marquée surtout à Bissau (2,6% contre 1,4%). Ces abandons sont imputables en grande partie aux coûts élevés des études (23,7%), à l'absence d'intérêt des études chez les pauvres (15,0) et à l'éloignement de l'école (10,5%).

Tableau n° 13 : Taux d'abandon de l'école par les enfants de 7-14 ans selon le sexe et le niveau de vie du ménage

Taux d'abandon des enfants de 7-14 ans	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Masculin	1,0	0,9	1,6	2,5	1,4	2,1
Féminin	1,86	4,6	4,0	2,9	2,9	3,4
Ensemble	1,4	2,6	2,7	2,7	2,1	2,7

Source : INEC/ILAP

Tableau n° 14 : Raisons ayant entraîné l'abandon de l'école par les enfants de 7-14 ans selon le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Fin des études	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecole éloignée	0,0	12,5	16,5	9,7	13,2	10,5
Etudes chères	0,0	25,0	5,4	23,2	4,4	23,7
Travail (maison/emploi)	0,0	0,0	0,0	9,5	0,0	6,8
Sans intérêt	50,0	37,5	25,8	6,2	30,6	15,0
Maladie/Grossesse	0,0	0,0	7,2	3,0	5,8	2,2
Echec aux examens	0,0	0,0	11,7	2,6	9,4	1,9
Mariage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre raison	50,0	25,0	68,0	53,6	64,4	45,5

Source : INEC/ILAP

La santé

Si l'on mesure l'accès aux services de santé par la consultation, on constate que 67,6% des malades des ménages non pauvres ont eu recours à une consultation médicale pendant les 4 semaines précédant l'enquête contre 60,9% de ceux des ménages pauvres. Cette différence de comportement est observée à Bissau (75,8% contre 67,6) ou à l'intérieur du pays (64,2% contre 59,5%).

En plus, il subsiste une légère différence dans la nature de la consultation si l'on oppose les services de santé publics et le praticien traditionnel d'une part et la médecine privée moderne d'autre part. Le premier groupe reçoit 86,8% (85,1% à Bissau et 87,4% dans les autres régions) des cas pour les pauvres contre 81,2% (70,2% à Bissau et 86,5% dans les autres régions) pour les non-pauvres.

La partie des malades n'ayant pas eu de visite médicale invoque comme principale raison que la maladie ne nécessite pas une consultation pour 92,1% (94,4% à Bissau et 91,5% ailleurs) dans les ménages pauvres et 91,4% (95,1% à Bissau et 89,3 ailleurs) dans les ménages non pauvres. Tout laisse croire que la non fréquentation des services de santé par les pauvres tient plus aux coûts élevés de la consultation et de la distance par rapport au lieu de résidence qu'à la gravité de l'infection.

L'avantage qu'ont les ménages non pauvres sur les ménages pauvres en matière de santé apparaît de manière évidente à travers le suivi des femmes en état de grossesse. La quasi-totalité des femmes enceintes en Guinée Bissau ont effectué au moins une visite prénatale. On relève cependant un écart de 5 points entre les taux de fréquentation des femmes des ménages non-pauvres et ceux des femmes des ménages pauvres. La différence de comportement est moins marquée à Bissau (1,0 point d'écart) qui bénéficie plus d'infrastructures de santé que le reste du pays (5,7 points).

Tableau n° 15 : Pourcentage de malades ayant eu une consultation médicale selon le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Malades ayant été en consultation (%)	75,8	67,6	64,2	59,5	67,6	60,9

Source : INEC/ILAP

Tableau n° 16 : Répartition des malades selon le lieu de consultation médicale et le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Centre de santé public	43,9	47,2	51,5	53,4	49,0	52,1
Centre de santé privé	8,0	4,0	9,0	7,2	8,7	6,5
Hôpital	23,1	35,9	31,3	28,5	28,6	29,9
Clinique	20,8	8,5	2,9	3,0	8,8	4,1
Pharmacien	0,3	0,0	0,3	0,6	0,3	0,4
Médecin/dentiste privé	0,0	0,4	0,2	0,8	0,1	0,7
Praticien traditionnel	3,2	2,0	3,7	5,5	3,6	4,8
Autre	0,6	2,0	1,1	1,1	1,0	1,3
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

Tableau n° 17 : Raisons ayant entraîné la non-consultation d'un service/personnel de santé

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Non nécessaire	95,1	94,4	89,3	91,5	91,4	92,1
Trop cher	2,3	2,3	5,8	4,3	4,5	3,8
Trop loin	0,4	0,0	4,2	3,8	2,8	3,0
Autre raison	2,6	3,5	3,8	3,5	3,3	3,5

Source : INEC/ILAP

Tableau n° 18 : Pourcentage de femmes ayant eu au moins une visite prénatale

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Soins prénatals des femmes ayant eu un enfant au cours des 12 derniers mois	98,4	97,4	97,1	91,4	97,4	92,5

Source : INEC/ILAP

L'activité

Les ménages dont le chef est salarié ou indépendant/employeur sont relativement moins touchés par la pauvreté. Toutefois, ces ménages contribuent plus à la pauvreté du fait peut-être d'une taille plus importante. Le système de famille élargie amène les gens à se concentrer autour de personnes ayant un revenu régulier qui permet de subvenir plus ou moins bien aux nombreux besoins. De plus les personnes prises en charge dans ces ménages sont pour la majeure partie des « sans-emploi » (inactif et chômeurs), elles représentent 52,3% contre 50,9% dans les ménages non-pauvres. La conséquence de cette situation réside dans le fait que les taux de dépendance¹¹ sont encore plus élevés chez les pauvres ce qui accentue inéluctablement la dégradation de leurs conditions de vie.

Tableau n°19 : Répartition de la population en âge de travailler selon la situation dans l'activité et le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Occupés	26,7	23,8	35,2	33,7	32,2	31,7
Chômeurs	6,0	6,6	3,4	4,7	4,3	5,1
Inactifs	52,5	56,6	43,3	44,7	46,6	47,2
N.d.	14,8	13,0	18,1	16,8	16,9	16,1
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

¹¹ Le taux de dépendance est le rapport de population inactive plus la population au chômage sur la population active occupée.

Tableau n° 20 : Répartition des personnes individuelles**pauvres selon quelques caractéristiques**

	Seuil \$1						Seuil \$2					
	Bissau		Autres régions		Ensemble		Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Effectif des pauvres	Effectif en %	Effectif des pauvres	Effectif en %	Effectif des pauvres	Effectif en %	Effectif des pauvres	Effectif en %	Effectif des pauvres	Effectif en %	Effectif des pauvres	Effectif en %
Sexe												
Masculin	13 006	45,8	105 331	48,4	118 338	48,1	77 705	49,3	296 929	48,9	374 635	49
Féminin	15 408	54,2	112 220	51,6	127 627	51,9	79 907	50,7	310 131	51,1	390 037	51
Classe d'âge												
0-5 ans	4 069	14,3	43 170	19,8	47 239	19,2	25 346	16,1	123 182	20,3	148 528	19,4
5-15 ans	7 470	26,3	60 976	28	68 447	27,8	42 221	26,8	174 648	28,8	216 869	28,4
15-35 ans	11 339	39,9	66 915	30,8	78 254	31,8	62 631	39,7	183 173	30,2	245 804	32,1
35-55 ans	4 002	14,1	28 502	13,1	32 504	13,2	21 544	13,7	82 135	13,5	103 679	13,6
55 ans et +	1 534	5,4	17 987	8,3	19 521	7,9	5 870	3,7	43 922	7,2	49 792	6,5
Nombre de personnes	28 414	100	217 551	100	245 965	100	157 612	100	607 060	100	764 672	100
Situation scolaire des enfants de 7-14ans												
A l'école	4 536	74,4	24 579	50,6	29 115	53,4	27 013	83,0	72 054	52,1	99 068	58,0
Études arrêtées			545	1,1	545	1,0	734	2,3	1 988	1,4	2 722	1,6
Jamais scolarisés	1 401	23,67	23 428	48,3	24 829	45,6	4 802	14,8	64 181	46,4	68 983	40,4
Nombre d'enfants	5 936	100	48 553	100	54 490	100	32 550	100	138 223	100	170 773	100
Niveau d'instruction des adultes												
Jamais scolarisés	7 070	40,5	88 482	74,9	95 552	70,4	30 348	32,3	233 518	72	263 867	63,1
Primaire	5 936	34	24 316	20,6	30 252	22,3	32 416	34,5	70 955	21,9	103 371	24,7
Secondaire	4 002	22,9	5 212	4,4	9 214	6,8	28 548	30,4	18 974	5,9	47 522	11,4
Supérieur	400	2,3	87	0,1	487	0,4	1 467	1,6	440	0,1	1 907	0,5
Autre	67	0,4	68	0,1	134	0,1	1 067	1,1	248	0,1	1 315	0,3
Nombre d'adultes	17 475	100	118 164	100	135 640	100	93 847	100	324 136	100	417 983	100

Source : INEC/ILAP

les dépenses de consommation

Les ménages pauvres comme ceux qui sont non pauvres consacrent plus de 65% de leur budget à l'alimentation. Cependant les ménages pauvres ont un coefficient budgétaire supérieur de 3 points environ. Les autres postes ne présentent pas de différence supérieure à un point. Cela suppose que sur l'ensemble des autres dépenses, les pauvres font relativement autant d'effort que les non pauvres. On le constate particulièrement pour les fonctions de consommation comme le « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles », les dépenses de santé et d'éducation. Ces deux types de dépenses sont encore faibles, ensemble elles n'atteignent pas 6% de la consommation totale.

Le coefficient budgétaire assez important de l'alimentation traduit que celle-ci constitue une grande préoccupation des ménages bissau-guinéens. En fait une personne pauvre sur deux vit dans un ménage dont le chef déclare avoir fréquemment¹² des difficultés pour subvenir aux besoins alimentaires. Le rapport est de 4 personnes sur dix pour les ménages non pauvres. Tout cela traduit une situation économique morose pour les ménages de Guinée Bissau. Si l'on s'en

¹² Ce sont les ménages dont le chef a répondu « souvent » et « toujours » à la question : Combien de fois vous est-il arrivé au cours des 12 derniers mois d'avoir des problèmes pour satisfaire les besoins en nourriture du ménage ?.

tient toujours aux déclarations¹³ des CM, la quasi-totalité des personnes n'ont connu aucune amélioration de leurs conditions de vie au cours des 12 derniers mois : 90,1% chez les pauvres et 88,2% chez les non pauvres.

Tableau n° 21 : Structure des dépenses de consommation selon le niveau de vie du ménage

Structure des dépenses de consommation (%)	1 \$		2 \$	
	Non pauvres	Pauvres	Non -pauvres	Pauvres
Produits alimentaires et boisson	66,6	67	65,7	68,2
Articles d'habillement et art. chaussants	6,8	6,9	6,7	6,9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustions	12,1	12	12,4	11,6
Ameublement, équipement et entretien courant	6	6,8	6,3	5,6
Santé	3,6	3,2	3,6	3,4
Transport et Communication	0,4	0,2	0,5	0,2
Enseignement	1,7	1,7	1,6	1,7
Autres biens et services	2,9	2,3	2,8	2,3
Total	100	100	100	100

Source : INEC/ILAP

Tableau n° 22 : Répartition de la population selon les difficultés du chef de ménage à satisfaire les besoins alimentaires au cours des 12 derniers mois et le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvreté
	%	%	%	%	%	%
Jamais	13,6	4,7	6,1	5,5	8,8	5,3
Rarement	18,6	11,9	15,7	12,5	16,7	12,4
Quelques fois	35,8	29,4	33,9	32,1	34,6	31,5
Souvent	24,1	38,1	33,5	39,3	30,1	39,0
Toujours	7,9	16,0	10,9	10,6	9,8	11,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

Tableau n° 23 : Répartition de la population selon la situation économique générale d'il y a un an et le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Beaucoup plus mauvais maintenant	30,0	37,1	39,3	32,7	36,0	33,6
Un peu plus mauvais maintenant	36,0	26,9	24,9	29,6	28,8	29,0
Situation identique	23,9	30,8	23,2	26,6	23,4	27,5
Un peu mieux maintenant	8,9	4,5	10,7	9,6	10,1	8,6
Beaucoup mieux maintenant	0,6	0,6	1,7	1,2	1,3	1,1
Ne sait pas	0,5	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INEC/ILAP

¹³ Les chefs de ces ménages ont répondu « Beaucoup plus mauvaise maintenant », « Un peu plus mauvaise maintenant » et « Situation identique » à la question : Comment trouvez-vous la situation économique générale du ménage par rapport à celle d'il y a un an ?

Le cadre de vie

L'évaluation de la qualité du cadre de vie des ménages est faite sur la base des indicateurs mesurant l'accès à certains services et commodités. L'électricité et le poste téléviseur sont deux variables discriminantes, ils concernent peu les ménages pauvres. L'écart entre les taux d'accès peu varier du simple au double : 20,8% pour les non pauvres et 7,5% pour les pauvres en ce qui concerne l'électricité ou 16,5% et 4,3% pour le poste de téléviseur.

La proportion de pauvres disposant de l'eau potable d'une part est de 51,9% contre 82,3% pour les individus non pauvres, et de sanitaire relié au réseau d'assainissement d'autre part est de 0,8% contre 4,8%.

Tableau n° 24 : Indicateurs sur le cadre de vie selon le niveau de vie du ménage

	Bissau		Autres régions		Ensemble	
	Pauvreté \$2		Pauvreté \$2		Pauvreté \$2	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
	%	%	%	%	%	%
Nombre moyen de personnes par pièce	2,1	2,7	2,0	2,3	2,0	2,4
Accès à l'eau potable	82,3	75,7	44,2	45,8	57,7	51,9
Accès à l'électricité	44,2	22,2	7,9	3,7	20,8	7,5
Taux de possession de la télévision	37,6	14,5	4,9	1,7	16,5	4,3
Branchement au réseau d'assainissement	4,8	2,5	0,9	0,4	2,3	0,8

Source : INEC/ILAP

Les déterminants de la pauvreté

Le profil de pauvreté donne une description variable par variable et ne permet pas de faire un raisonnement en termes causalité toutes choses étant égales par ailleurs. Afin d'évaluer les déterminants de la pauvreté en Guinée Bissau, il est construit un modèle qui prend en compte la composition du ménage (nombre d'enfants de moins de 7 ans, nombre d'enfants de 7-14 ans, nombre d'adultes de sexe masculin et nombre d'adultes de sexe féminin), les caractéristiques du chef de ménage (sexe, âge, niveau d'instruction, et situation dans la profession), le milieu de résidence (Bissau et autres régions) et des éléments de patrimoine (nombre de têtes de bétail). Un modèle logistique a été utilisé pour estimer la probabilité pour qu'un ménage devienne pauvre.

L'étude des déterminants de la pauvreté laisse entrevoir que la venue d'une personne supplémentaire dans le ménage expose plus le ménage à la pauvreté. Le risque encouru est plus élevé si cette personne est une femme d'âge adulte et est moins important quand il s'agit d'un adolescent (7-14 ans).

Tableau n° 25 : Déterminants de la pauvreté en Guinée Bissau

	Coefficient β
Composition du ménage	
Nombre d'enfants de moins de 7 ans	0,15*** ¹⁴
Nombre d'enfants de 7 à 14 ans	0,07**
Nombre d'hommes adultes (15 ans et +)	0,24***
Nombre de femmes adultes (15 ans et +)	0,30***
Sexe du chef de ménage	
Masculin	référence
Féminin	-0,28**
Age du chef de ménage	
Moins de 35 ans	-0,22*
35-55 ans	-0,08
55 ans et +	référence
Niveau d'instruction du chef de ménage	
Jamais scolarisés	référence
Primaire	-0,17*
Secondaire et +	-0,66***
Autre	-0,36
Situation dans la profession	
Salarie	0,03
Indépendant/Employeur	-0,20*
Sans-emploi (chômeur et inactif)	référence
Autre	0,21
Milieu de résidence	
Bissau	référence
Autres régions	0,44***
Patrimoine	
Nombre de têtes de gros bétail	0,00
Nombre de têtes de petit bétail	0,00
Constante	-1,05***
Log-vraisemblance	-1 961,307
Nombre d'observation	3216

¹⁴ *** = coefficient est significatif au seuil de 1%

** = coefficient significatif au seuil de 5%

* = coefficient significatif au seuil de 10%

référence=modalité choisie comme référence pour la variable

On note, toutes choses étant égales par ailleurs, que le sexe féminin du CM est un élément positif contre ce risque. On suppose que la femme qui choisit de diriger un ménage se bat plus pour subvenir aux besoins de celui-ci en s'impliquant davantage dans des activités qui sont des sources importantes de revenus.

Avec l'âge du CM, il n'apparaît pas de différence significative entre les risques d'exposition à la pauvreté des chefs de ménage âgés de 35-55 ans par rapport à ceux de 55 ans et plus. Par contre, les jeunes responsables de ménages sont moins vulnérables que leurs aînés (55 ans et +). Ce résultat peut sembler surprenant dans la mesure où ces jeunes générations sont confrontées à des difficultés d'insertion économique. Mais elles pourraient choisir de ne fonder un ménage que si les conditions sont réunies ou de vivre seul dans le cas échéant.

En ce qui concerne le niveau d'instruction du CM. On retrouve les résultats précédemment énoncés dans le profil. La probabilité pour qu'un ménage soit pauvre diminue avec le niveau d'instruction du CM, toutes choses restant égales par ailleurs.

Pour l'activité du CM, il n'existe pas de différence significative entre les ménages de la catégorie de référence qui regroupe les 'sans emploi' (chômeurs et inactifs) et ceux des salariés. En revanche, le risque d'être atteint par le phénomène diminue lorsqu'on intègre les ménages des indépendants/employeurs.

Le fait de quitter Bissau, la capitale, pour aller s'installer ailleurs dans le pays pourrait être un facteur négatif. Ce statut de capitale fait qu'il concentre l'essentiel des activités économiques et sa couverture en services sociaux de base dépasse de loin la moyenne nationale. Il est vrai que vouloir vivre hors de ses limites expose à beaucoup d'aléas dont la pauvreté.

Un résultat difficile à interpréter est l'absence d'effet de la variable représentant le patrimoine. En effet, la possession de têtes de bétail ne semble pas beaucoup agir sur les conditions de vie des ménages propriétaires. S'il s'agit d'élevage de prestige, les gens sont unanimes qu'il n'améliore pas la vie quotidienne de certains groupes ethniques qui le pratiquent en Afrique.

Conclusion

La Guinée Bissau est classée 167^e sur 173 à l'IDH par le PNUD en 2002, traduisant son faible niveau de développement humain. Il abrite un nombre relativement élevé de pauvres. L'accession à la souveraineté après 10 ans de guerre de libération, l'adoption de politiques ambitieuses et la crise politico-militaire de 1998 ont contribué à la dégradation de conditions de vie des populations. La proportion de ménages disposant d'un revenu inférieur à \$2 par personne et par jour est de 64,7%, avec moins de \$1 elle passe à 20,8%. Cette pauvreté se caractérise par un déséquilibre entre la capitale Bissau et le reste du pays.

Cette pauvreté met également en exergue la vulnérabilité des ménages tenus par les personnes du 3^e âge, les personnes non instruites, les « sans emploi » (chômeurs et inactifs) comparativement à ceux dirigés par les jeunes générations, les personnes instruites et les indépendants/employeurs. On remarque cependant que la situation des salariés est un peu ambiguë car l'analyse des déterminants montre qu'elle est sans différence significative par rapport à celle des chômeurs et des inactifs.

L'incidence de la pauvreté est également moindre dans les ménages dirigés par les femmes si on les compare à ceux de leurs homologues du sexe masculin. En outre, la structure par sexe des individus pauvres ne présente pas de déséquilibre, elle est la même que celle observée dans la population totale.

L'instruction est un déterminant majeur de la pauvreté. Or, les enfants des ménages pauvres se distinguent par un accès plus faible à l'école avec un taux de déperdition élevé. Et ce phénomène touche davantage les filles que les garçons, ce qui réduit considérablement la participation, dans l'avenir, des femmes à l'effort de développement.

Ce phénomène pourrait être accentué par un certain manque d'intérêt pour l'école et contribuer à un transfert de la pauvreté entre les générations.

Avec l'accès aux soins de santé, les ménages non pauvres présentent un léger avantage par rapport aux ménages pauvres qui se reflète dans les taux de fréquentation des services de santé par les malades, la nature du service/personnel visité.

Les individus pauvres semblent disposer de faibles possibilités pour l'insertion économique, ce qui accroît la vulnérabilité de leurs ménages et réduit leur capacité à participer à l'effort de développement du pays.

La promotion du développement humain durable exige dès lors la mise en œuvre de stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté. Le socle sur lequel doivent se reposer ces stratégies est l'accès à une éducation de qualité qui est un moyen important dans l'amélioration du capital humain.

Le Gouvernement devra mettre en œuvre des politiques qui permettent à une large proportion de la population à participer à une croissance équitable. Ces politiques doivent aller de pair avec l'assurance aux pauvres d'un large accès aux services sociaux de base (santé, eau potable, assainissement, etc.) aux infrastructures, au crédit, aux intrants par le biais de la décentralisation.

Il faudra prévoir également des programmes pour venir en aide aux groupes cibles (mendiants, personnes du 3^e âge, les veufs(vies), les fonctionnaires qui quittent la fonction publique, les handicapés, etc.) qui développent souvent des stratégies de survie.

Les organisations non gouvernementales (ONG) semblent avoir beaucoup d'expérience par la connaissance de ces cibles et par la gestion de projets locaux de développement.

La définition et la mise en œuvre de ces stratégies requièrent l'association aux processus de ceux qui sont susceptibles d'apporter une réelle contribution, à savoir les ONG, les agriculteurs, les groupements de jeunes et de femmes, les bailleurs de fonds etc..

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale, (1990), "La pauvreté" in Rapport sur le développement dans le monde, Washington, 287p.
- Backiny-Yetna P., Torelli C., (2000) "Comparaison Internationale de la Pauvreté: Cas des pays de l'UEMOA en 1996" présenté lors des Journées de l'Economie du Développement, Paris octobre 2000, 19p.
- Bellido, N.P., Jano, M.D, Lopez Ortega, F.J., Martin-Guzman, M.P. and Toledo, M.I, (1998), « The measurement and analysis of poverty and inequality : an application to Spanish conurbations in International Statistical Review, volume 66, Number 1, pp. 84-115.
- Direction de la Prévision et de la Statistique et Direction de la Planification, (1999) "Un Profil de pauvreté au Sénégal 1994/1995", Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, 44p
- Direction de la Prévision et de la Statistique, (1997), « Enquête Sénégalaise auprès des ménages ESAM, Rapport de synthèse », Ministère de l'Economie des Finances et du Plan, 177 p.
- Direction de la Planification et Direction de la Prévision et de la Statistique, (1997), « Un Profil de Pauvreté au Sénégal », 44p.
- Direction de la planification (1997), "programme de lutte contre la pauvreté : stratégies et éléments de programme d'actions", Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, 58p.
- Eurocost et Office Statistique des Communautés Européennes (Eurostat) (1993), «Programme de Comparaison Internationale – Phase VI Comparaison Régionale Africaine», Réunion des pays participants 24-28 mai 1993, Luxembourg.
- Fall, S.; Sylla M.B. (2000) « Analyse de la pauvreté à Dakar », Direction de la Prévision et de la Statistique, Dakar, 35p.
- Herpin N., Verger D. (1997), "La pauvreté une et multiple" in *Economie et Statistique* N° 308-309-310, INSEE, pp. 3-22.
- Kankwenda M, Grégoire L.J., Legros H., Ouédraogo H., (1999), "La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne", PNUD, Editions Economie, Paris, 473p.
- PNUD (2002), "Human Development Report : Deepening democracy in a fragmented world", Oxford University Press, Oxford, 277p.
- PNUD (1997), "Manuel d'analyse de la pauvreté : applications au Bénin", Canada, 370p.
- THE WORLD BANK (2001), "World Development Indicators", 5th edition, Washington
- UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (1999), «Enquête sur les dépenses des ménages de la capitale, 1996 : La consommation et l'emploi dans les capitales des Etats membres de l'UEMOA », Ouagadougou.